



Lettre de campagne de Dominique Lídár

Maí 2011

LA GRANDE MENACE

Les faits divers se succèdent à un rythme de plus en plus effréné, toujours plus spectaculaires les uns que les autres, et finissent par masquer l'essentiel. Submergés par notre quotidien d'élu local, nous nous battons sur tous les fronts pour préserver notre autonomie et le travail accompli au fil des ans. Les problèmes financiers internationaux nous paraissent alors bien loin de nos préoccupations immédiates. Si nous sentons vaguement qu'ils peuvent influencer sur ce que nous faisons tous les jours, très vite nous nous rendons compte que comme la pluie ou le soleil nous n'y pouvons pas grand'chose.

Est-ce si sûr ? Pour ma part, je suis convaincu qu'une élection à un siège de parlementaire est précisément l'occasion d'affirmer un choix à ce niveau.

Soyons lucides, plus dominateurs que jamais, les marchés financiers imposent leur loi. Dans leur collimateur, la Grèce, l'Irlande et le Portugal. En attendant de s'attaquer à l'Espagne et à notre pays. Nous avons connu 2008, que faut-il attendre des années ou des mois à venir ? Tout continue comme avant. J'ai l'impression d'être comme ces « cassandre » des années 30 qui voyaient monter la menace nazie et la dénonçaient, mais que personne n'écoutait vraiment. Le tube de l'époque était une chanson qui répétait sans cesse « mais non, mais non, tout va très bien madame la marquise... ».

Aujourd'hui, la menace n'est pas celle des nazis, mais celle d'un autre totalitarisme, celui des marchés financiers.

Pour régler la question de la dette grecque, on parle de plus en plus de restructuration. Qu'est-ce que cela signifie ? Eh bien que les titres représentatifs de cette dette vont perdre une grande partie de leur valeur et que tous leurs détenteurs devront faire des provisions en contre partie. A partir de là, on ne sait plus très bien où on va et les réactions en chaîne risquent de mettre le feu un peu partout.

Les réductions des dépenses publiques n'y changeront rien et bien au contraire accéléreront le processus. Si on ne prend pas le problème à bras le corps, on est loin d'en avoir fini avec le regroupement des moyens, le démantèlement des services public, la réduction de nos libertés communales et l'augmentation du poids de nos charges.

Prendre le problème à bras le corps, c'est remettre en question le dogme de la rationalité des marchés financiers et notamment réexaminer les conditions dans lesquelles les banques centrales pourraient à nouveau fixer les taux d'intérêt et les taux de change. C'est leur permettre de faire directement des avances aux Etats sans passer par les banques commerciales qui prennent leurs marges au passage. C'est aussi se donner les moyens au niveau européen de peser sur la circulation des biens et des personnes par plus de fédéralisme et de protectionnisme. Entre autre.

Mais notre pays souffre trop de ces grands qui à force d'accumuler les pouvoirs ont fini par recréer une société de cour où règnent les faux-semblants, les complaisances et l'intimidation. Comment s'étonner alors que d'un bout à l'autre du spectre politique les comportements puissent être les mêmes. Comment s'étonner alors qu'il y ait si peu de renouvellement et que d'années en années on retrouve les mêmes aux postes de commande. Pour les mêmes résultats.

Tout cela au fond ferait presque sourire si la société de cour n'allait de pair avec une société du mépris. Mépris pour ceux qui ne gagnent pas. Mépris pour ceux qui s'interposent. Mépris pour ceux qui ont fait le choix de la gratuité et du don de soi. Mépris pour ceux qui auront à souffrir des désastres annoncés.

Un proverbe chinois dit que la route des mille lis commence par un pas. Alors faisons chacun ce pas pour que les choses changent.

Dominique Lidar
Maire d'Odos
Candidat aux sénatoriales